

Les crédits

2) qui n'ont pas réussi à contrecarrer les mesures protectionnistes des États-Unis (y compris celles qui ont été prises après l'adoption de l'accord commercial) contre les produits agricoles canadiens tels le porc et les autres produits vitaux pour notre économie;

3) qui n'ont pas réussi, ainsi que le démontre la décision récente d'un comité du GATT relative à la crème glacée et au yogourt, à garantir au Canada la possibilité de conserver ses systèmes d'offices de commercialisation et d'aménagement ordonné de la commercialisation;

4) qui n'ont eu aucun effet sur les programmes américains de subventions aux exportations agricoles, comme l'*Export Enhancement Program*, qui sont contraires à l'«esprit» prétendu de l'accord commercial, tandis que le gouvernement canadien s'employait d'autre part unilatéralement à démanteler les programmes qui sont bénéfiques pour les agriculteurs du Canada; et

5) qui n'ont pas réussi à susciter la confiance des agriculteurs dans l'avenir du système canadien d'approvisionnement alimentaire et dans sa capacité de garantir l'approvisionnement à long terme des consommateurs.

—Ce dont il est question aujourd'hui à la Chambre, monsieur le Président, c'est de l'avenir de l'agriculture au Canada. C'est aussi de l'avenir de l'exploitation agricole de type familial.

Le parti conservateur a prétendu pendant des années qu'il était le meilleur ami que l'agriculteur canadien ait jamais eu, mais depuis cinq ans qu'il exerce le pouvoir, il n'a cessé de le poignarder dans le dos.

[Français]

Durant de nombreuses années, nous avons entendu les députés du gouvernement d'en face nous dire que les communautés rurales et agricoles étaient la clientèle «naturelle» du parti conservateur. Durant des années, les députés d'en face ont entretenu la fiction voulant que seuls les conservateurs se portaient à la défense des agriculteurs, que seuls les conservateurs comprenaient les difficultés auxquelles les fermiers canadiens doivent faire face. Durant des années, ils nous disaient: «Attendez que nous soyons au gouvernement! Vous verrez alors comment le sort des fermiers canadiens va s'améliorer.» Nous attendons, monsieur le Président, depuis longtemps. Voilà cinq ans que nous attendons la «révolution» agricole que les conservateurs nous promettaient!

Les fermiers canadiens attendent depuis longtemps. Les fermiers canadiens attendent depuis toujours, et nous attendons toujours ici à la Chambre la révolution agricole. Mais la révolution des conservateurs ne s'est pas produite. Les jeunes sont de plus en plus nombreux à quitter les fermes. Le taux de faillite des fermes a grimpé énormément. Les fermiers continuent de faire face à une crise d'endettement. Les frais d'exploitation ont augmenté. Et lorsque le gouvernement s'est enfin décidé à offrir de l'aide aux fermiers, ce sont surtout les grandes entreprises, les grandes exploitations qui en ont bénéficié, alors que les petits cultivateurs ont été moins favorisés.

Les fermiers du Canada ont dû affronter des calamités naturelles. C'est dans la nature des choses et les cultivateurs les comprennent, les inondations, la sécheresse et toutes sortes de crises naturelles, mais la pire calamité qui leur est arrivée, c'est le gouvernement conservateur.

[Traduction]

La plupart des députés représentent des circonscriptions urbaines. Je tiens à dire qu'en tant que citoyens de localités urbaines, que nous soyons de Vancouver Quadra ou de toute autre agglomération urbaine de notre pays, nous considérons les denrées alimentaires comme allant de soi. Nous nous imaginons du fait qu'on les trouve en quantité dans les magasins ou sur les rayons des épiceries, qu'il en sera toujours ainsi à l'avenir comme par le passé. Si, nous qui habitons les grands centres de notre pays, tenons vraiment à ce qu'il en soit toujours ainsi, nous devons maintenir notre autonomie en ce qui concerne la production de denrées alimentaires, au lieu de nous en remettre à cet égard à un pays étranger.

Je tiens à bien faire comprendre aux Canadiens que le gouvernement conservateur que dirige le premier ministre nous a engagés dans la voie de la dépendance en matière agricole. Le gouvernement a en effet signé un accord commercial avec les États-Unis qui va ruiner chez nous l'exploitation agricole de type familial. Il nous avait assuré que s'il agissait ainsi, c'était pour assurer à nos produits l'accès du marché américain. Nous avons dit, à la Chambre des communes et dans tout le pays tout comme au cours de la campagne électorale, que la seule façon de nous assurer l'accès au marché américain en ce qui concerne nos produits agricoles ou tout autre produit exporté était d'obtenir une exemption spéciale en vertu de la loi américaine sur le commerce.

Le gouvernement lui-même a déjà été de cet avis. Je cite encore une fois à la Chambre un extrait de l'interview que le premier ministre a accordée au *Wall Street Journal* le 3 avril 1987. Il a déclaré:

Les lois américaines sur les sanctions commerciales ne peuvent s'appliquer au Canada. Point final.

Il a poursuivi en ces termes:

On ne peut conclure un accord de libre-échange et s'attendre que les lois compensatoires traditionnelles s'appliquent.

Ce sont ses propres paroles et le ministre du Commerce extérieur s'en est fait l'écho en juillet 1987, lorsqu'il a dit à Saint-Jean, Terre-Neuve, devant sa propre chambre de commerce:

Un accord de libre-échange avec les États-Unis ne serait avantageux pour le Canada que si nous dissipons la menace des lois compensatoires et autres lois américaines sur les sanctions commerciales et que s'il existe un mécanisme de règlement des différends efficace obligeant les Américains à respecter leurs engagements.

Nous n'aurions jamais pu mieux dire. Toutefois, l'accord commercial est clair et contraire à ce principe.